

L'ÉDITO DE CHARLES :

« **Explosion de l'euro, saison 2 épisode 1 !!** »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Mais quel début d'année mes amis, quel début d'année ! Tout d'abord, n'oubliez pas que je suis particulièrement satisfait d'avoir raison... Il y a des fois où, même en ayant raison, on aurait préféré avoir tort tant la situation actuelle est grave et peut dégénérer en chaos finalement beaucoup plus rapidement que ce que l'on pourrait penser ou que ce que l'on voudrait croire. Cela ne retire néanmoins rien à la satisfaction intellectuelle d'avoir eu et d'avoir la bonne approche.

La lucidité permet de voir et de comprendre ce qu'il se passe loin du politiquement ou de l'économiquement correct affiché comme il se doit.

La réalité c'est qu'encore une fois, il était évident que nous allions connaître de nouveaux épisodes de crainte et de peur des acteurs économiques en particulier en Europe, pour l'Europe et pour l'avenir même de la monnaie unique européenne.

L'effondrement du pétrole et les conflits géopolitiques

Entre baisse de la demande, excédent de l'offre, croissance économique mondiale anémique et conflit géopolitique entre pays producteurs de pétrole, c'est l'or noir qui n'en finit plus de s'effondrer depuis quelques semaines. Résultat ? Cette baisse du pétrole ne peut que finir par entraîner les marchés vers le bas, ne serait-ce parce que la plus grosse capitalisation à la Bourse de Paris, pour ne prendre que cet exemple, est la société Total, qui représente plus de 15 % de l'indice CAC 40.

Il ne faut pas oublier non plus que les banques américaines comme canadiennes sont particulièrement impliquées dans le financement de l'industrie nord-américaine au sens large du gaz de schiste. Or ce secteur est non seulement responsable d'une très grande partie de la fameuse croissance économique américaine (qui du coup va commencer à battre sérieusement de l'aile) mais en plus n'est rentable qu'avec un baril dont le prix de vente est au moins supérieur à 70 dollars... Or le pétrole s'approche très dangereusement de la zone des 40 dollars le baril...

Enfin, il est à noter sur le front des relations internationales – la seule annonce importante du président Hollande lors de son intervention sur France Inter d'hier – que le Président français pour la première fois depuis maintenant plusieurs mois semble montrer des signes de détachement vis-à-vis du positionnement américain à l'égard de la Russie. L'inflexion sémantique est particulièrement notable et Hollande semble vouloir faire la paix avec Moscou. Ce faisant, la France retrouve sa place historique de pont entre les USA et la Russie, et c'est évidemment de mon point de vue une excellente chose. Néanmoins, cela risque d'agacer à Washington, et les Américains aiment « punir » la France (expression employée par Georges Bush après le refus de la France de s'engager en Irak). Lorsque nos grands amis les Américains sont agacés, leurs rétorsions sont généralement économiques.

« Pour François Hollande, il faut désormais trouver une issue rapide au conflit qui, en Ukraine, oppose les rebelles pro-russes et l'armée. « M. Poutine ne veut pas annexer l'Est de l'Ukraine. Il me l'a dit », a-t-il rappelé. Pour aider à désamorcer le conflit, le chef de l'État se dit prêt à se rendre à la réunion internationale qui doit se tenir à Astana le 15 janvier. Pour François Hollande, les sanctions contre la Russie « devront être levées s'il y a des progrès » : « Si la Russie a une crise, ce n'est pas forcément bon pour l'Europe. Je ne suis pas pour la politique du pire. Et le président Poutine lui-même doit savoir s'arrêter, il le paye suffisamment cher. » »

L'euro n'est plus irrévocable

Vous pouvez être pour ou contre, vous pouvez aimer l'Europe et l'euro ou les détester, cela m'importe peu car intellectuellement et économiquement parlant, il ne s'agit pas de savoir si on aime l'euro ou pas mais de savoir si, dans le contexte actuel, l'euro est viable, et je répète depuis des années que ce n'est pas le cas.

Une monnaie unique sur des économies hétérogènes n'est, par définition, pas possible longtemps et à la première crise elle s'effondre. Ceux qui veulent sauver l'Europe et l'euro doivent mettre en place une Union de transfert, c'est-à-dire une Europe avec un impôt européen, des obligations européennes et une Europe où les plus riches payent pour les plus pauvres. Dans un tel cadre, alors oui l'euro est techniquement viable.

Le seul gros souci c'est que les Allemands, aussi sympathiques soient-ils, n'ont pas du tout envie de payer pour tout le reste de l'Europe. Par conséquent, ils refusent (et on peut les comprendre) obstinément toute idée d'Europe fédérale et c'est exactement ce qu'a laissé entendre ce week-end Angela Merkel. Si la Grèce ne veut pas de la gestion budgétaire allemande, alors elle dégage de l'euro...

Ces déclarations rapportées par le journal *Der Spiegel* ont d'ailleurs commencé à mettre un tel bazar en Europe que « la Commission européenne a voulu couper court aux spéculations, estimant que la présence d'un pays au sein de la zone euro était irrévocable », ce que je trouve cocasse par rapport au titre de mon édito d'hier et de ma conclusion où j'écrivais « désormais l'euro n'est plus irrévocable »... Non pas que le Contrarien Matin donne le ton de l'opinion mondiale à Bruxelles, rassurez-vous, plus prosaïquement, nous dirons simplement que tout le monde a bien interprété les paroles de la chancelière allemande comme elles devaient l'être (en tout cas pour ceux qui ont plus de deux neurones).

« «L'appartenance à l'euro est irrévocable», a déclaré Annika Breidhardt, porte-parole de l'Union européenne (UE) au cours d'un point de presse, rappelant que cette règle était inscrite dans le Traité de Lisbonne, signé en 2007, «article 140, paragraphe 3». «Nous n'allons pas entrer dans des spéculations et des scénarios qui risquent d'être interprétés dans un contexte qui ne se pose pas», a ajouté un autre porte-parole, Margaritis Schinas. »

Les marchés baissent fortement... parce qu'ils ont peur de l'explosion de l'euro !!

Les marchés démarrent donc logiquement assez mal l'année avec une belle baisse de presque 3,5 % sur la Bourse de Paris, en Grèce c'est un carnage (en Russie n'en parlons même pas...).

L'euro baisse à un plus bas de 9 ans et c'est paradoxal...

Pour certains, cette baisse de l'euro s'expliquerait par l'arrivée prochaine du QE européen lancé par Draghi... Je ne crois pas du tout à cette interprétation des événements car si les marchés étaient persuadés que Draghi aura bien les mains libres pour lancer un énorme QE (impression monétaire massive), alors les marchés devraient monter... S'ils baissent, c'est parce que justement les « zinvestisseurs » ont peur, et à très juste titre, que la BCE ne puisse pas se lancer dans un programme de rachat massif d'actifs en raison de l'opposition allemande... constante depuis 7 ans maintenant, le tout avec des conflits portés devant les juridictions et la volonté germanique de faire appliquer les traités... Et les traités n'autorisent pas le financement direct des États.

Je pense donc que ce qui fait baisser l'euro ce n'est pas l'éventuel QE européen, qui sera au mieux très décevant et au pire inexistant, mais bel et bien les craintes de sortie de la zone euro de la Grèce...

Or, là encore, c'est paradoxal (enfin pas vraiment vous allez très vite comprendre). Si la Grèce, qui est l'économie la plus moisie d'Europe, sort de la zone euro alors l'euro en réalité deviendrait plus fort car il n'aurait plus à supporter le poids mort de la Grèce. Je parle bien évidemment de l'économie et des dettes, pas du peuple grec qui endure les pires souffrances économiques depuis maintenant presque 7 années. Résultat logique : si le maillon le plus faible sort, à ce moment-là la « chaîne » globale devient plus forte et l'euro sans la Grèce devrait, en réalité, s'apprécier... Si nous poussions logiquement le raisonnement, si tous les pays sortaient pour ne laisser plus que l'Allemagne dans l'euro alors l'euro serait la monnaie la plus forte au monde...

Conclusion : si l'euro baisse, ce n'est pas parce qu'il va y avoir un QE européen lancé par la BCE.

Si l'euro baisse, ce n'est pas parce que la Grèce pourrait sortir de l'euro.

Si l'euro baisse, c'est parce que la sortie éventuelle de la Grèce risquerait de créer un précédent politique majeur avec, partout en Europe, des partis politiques eurosceptiques qui n'attendent que cela et dès lors, c'est le risque d'explosion de l'euro qui revient comme prévu et, comme je l'ai écrit à de multiples reprises, sur le devant de la scène en cette nouvelle année 2015.

Logiquement donc nous assistons à une baisse de l'euro, à une appréciation du dollar américain et des autres devises hors euro (nous pouvons mettre le rouble de côté).

Logiquement, nous avons aussi assisté à une forte hausse de l'or coté en euro... (Or nous achetons et vendons notre or en euro... C'est donc le critère essentiel pour nous autres, européens.) Et l'or vient même de se payer le luxe de franchir un seuil très important : celui des 1 000 euros l'once !!!

Logiquement, nous voyons également les emprunts d'État des nations européennes les plus solides, à commencer par l'Allemagne, atteindre de nouveaux plus bas historiques...

Les « zinvestisseurs » préfèrent avoir de la dette allemande ne rapportant rien mais l'assurance d'obtenir de futurs marks plutôt qu'être juste détenteurs d'euros pouvant disparaître...

C'est donc bien la peur du désaccord politique qui désormais mène la danse en Europe et nous devront faire le choix politique le plus crucial de ces 30 dernières années. Soit nous voudrions collectivement plus d'Europe, soit nous ne voudrions plus de cette Europe et par conséquent de cet euro qui ne fonctionne pas.

Il arrive un moment où l'on doit quitter le monde de l'incantation et de l'idéologie pour se concentrer sur la réalité des faits. C'est ce qui commence enfin à se passer, et la volatilité sur les marchés ne fait que matérialiser ces inquiétudes autour d'une question fondamentalement politique. Le calme sera sans doute ramené par quelques déclarations bien senties auxquelles tout le monde voudra encore croire mais à un moment, il faudra des actes et plus seulement des mots pour s'occuper de nos maux. Et ce moment c'est l'année 2015.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes » (JFK)

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

« L'Assemblée nationale est toujours otage de Thomas THÉVENOUD qui est toujours député. Pensons à elle. Ne l'oublions pas. »

(Pour protester pacifiquement et avec humour, n'hésitez pas à reprendre cette formule en bas de tous vos mails, de vos articles ou de vos publications, il n'y a aucun droit d'auteur !!)



France : Le président français déclare assumer la responsabilité des mauvais chiffres du chômage



Notre pauvre camarade président de la République pense avoir encore ses chances et se prépare en lançant une nouvelle offensive de communication en vue de l'élection présidentielle de 2017... Mais c'est sans compter que notre mamamouchi en chef ne veut pas voir, ni entendre les immenses difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Il

s'agit de difficultés sociales, économiques et je n'apprends rien à personne. Le seul soucis c'est que Hollande ne maîtrise rien. Son action est donc soumise en totalité aux aléas mondiaux qu'ils soient géopolitiques, économiques ou terroristes. Que le bonhomme soit sympa ou pas, normal ou pas n'y changera rien.

La croissance ne reviendra pas, pas plus que l'emploi, et l'euro risque même d'exploser en vol et rien ne dit que nous pouvons encore compter sur la bienveillance allemande alors que nous avons prouvé depuis presque 3 ans que nous ne ferions rien ou presque.

C'est donc un terrible bilan et un effroyable autisme et déni de la réalité qui pèse sur la tête de l'exécutif. Si je nous souhaite à tous que ce président réussisse, je ne crois, hélas, pas un seul instant à sa réussite possible et le fait même qu'il pense à sa réélection lui empêchera de facto tout succès possible.

Dramatique situation pour notre pays en ce début d'année 2015.

Charles SANNAT

PARIS, 5 janvier (Xinhua) – Le président français François Hollande a déclaré lundi matin qu'il assumait la responsabilité des mauvais chiffres du chômage et réaffirmé qu'il ferait tout pour y remédier, dans la matinale de la radio France Inter, dans le cadre d'une offensive médiatique entamée quatre jours plus tôt avec ses vœux aux Français.

Après la diffusion par la radio France Inter de plusieurs témoignages de chômeurs, M. Hollande a dit assumer la responsabilité des mauvais chiffres du chômage et réaffirmé qu'il ferait tout pour y remédier.

« Il y a une responsabilité, celle que j'assume », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il ferait lors de ce quinquennat tout ce qu'il pourrait pour que l'emploi puisse être à l'arrivée le résultat qu'il aurait à présenter.

« Je ferai tout pour que la croissance soit la plus haute possible, pour que nous ayons plus de 1 % de croissance », soit la prévision officielle du gouvernement pour l'année en cours, a indiqué François Hollande, estimant que c'est au-dessus de ce seuil que le chômage reculera. Avec le pacte de responsabilité, la loi activité-croissance, « nous voulons tout faire pour avoir plus de croissance que 1 % ».

François Hollande a également défendu la loi Macron qui doit être examinée fin janvier par le Parlement.

« La loi Macron, c'est tout ce qui peut stimuler l'activité. Il y a suffisamment de contraintes, de freins, qui empêchent qu'on tire bénéfice des atouts des Français. Tout ce qui a trait à la concurrence, souvent faussée dans notre pays. Pourquoi n'y avait-il pas de transport par cars entre les régions ? Pas parce qu'il n'y avait pas de besoin. Nous avons un meilleur réseau ferré mais cela ne couvre pas tous les besoins », a-t-il dit.

« Il y a des zones touristiques où les commerces doivent pouvoir ouvrir le dimanche. C'est une loi de liberté – nous n'empêchons personne de ne pas ouvrir – et une loi de progrès, car les salariés seront volontaires et davantage payés », a-t-il précisé.

Lundi de 7h00 à 9h00, François Hollande doit répondre pendant deux heures aux questions des Français sur l'actualité.



USA : "USA : baisse surprise des dépenses de construction en novembre"



C'est le titre à mourir de rire d'une dépêche de l'AFP puisqu'il ne semble y avoir que les journalistes professionnels qui sont « surpris » par les baisses « inattendues » de certains indicateurs clefs de l'économie américaine.

« Les dépenses de construction aux États-Unis ont baissé de manière inattendue en novembre, selon des chiffres publiés vendredi par le département du Commerce.

Il s'agit du premier recul de l'indicateur depuis juin et représente un net coup d'arrêt par rapport au bond enregistré en octobre, qui a été légèrement révisé à la hausse vendredi à 1,2 %.

Pourtant on va continuer à vous vanter les mérites de la baisse du pétrole qui rend les Américains encore plus riches alors que l'on oublie de préciser dans le même temps qu'une immense source de la faible croissance américaine actuelle c'est justement l'extraction

des gaz de schiste et les investissements majeurs dans cette industrie qui est tout simplement en train de sombrer avec des cours du baril qui, désormais, atteignent les 40 et quelques dollars alors que les coûts d'extraction sont d'au moins 70 dollars par baril...

Charles SANNAT

[Source AFP via Romandie ici](#)



Immobilier : Immobilier : la baisse continue !!



Le dossier de presse complet de Century 21 avec plein de beaux graphiques et de chiffres très intéressants c'est à télécharger gratuitement [ICI](#). Les prix baissent et poursuivent leur recul alors que les taux sont au plus

bas. On peut dire sans trop se tromper qu'un cycle baissier d'une très grande ampleur est désormais amorcé. Il pourrait durer au moins une décennie ; pour certains comme la FED, la Banque centrale américaine, compte tenu des problèmes démographiques, cela pourrait même durer 50 ans et cela avait donné une étude passionnante intitulée « Vers l'hiver immobilier... 50 ans de baisse » !!

Charles SANNAT

Une partie des vendeurs a enfin intégré qu'il fallait adapter ses prétentions financières aux conditions du marché pour parvenir à vendre son logement. Ainsi, après une légère baisse des prix enregistrée en 2012 (-1,9 %), suivie d'un nouveau recul en 2013 (-1,8 %), la tendance s'accroît en 2014 et le prix moyen au m² enregistré, au niveau national, un repli de -2,8 %. La contraction de l'activité, observée au 1er semestre 2014, est sans aucun doute à l'origine de cette prise de conscience. Cette dernière s'est traduite par une correction des prix au second semestre, avec pour corollaire un regain d'activité en fin d'année. La dynamique amorcée est toutefois trop récente pour impacter le volume annuel des ventes.

Ainsi, tandis qu'en 2013 le nombre de transactions augmentait de 3,1 %, l'activité s'érode en 2014 (-2,7 % sur l'année). Le marché des appartements voit notamment le nombre de ses transactions reculer de -6,9 % en 2014, fortement contraint par les nouvelles exigences de la loi ALUR s'imposant aux ventes de lots en copropriété, quand celui des maisons se redresse de +1,7 %.

Ce contraste en termes de dynamisme se répercute sur les délais de vente qui s'allongent encore de 5 jours en 2014 après deux hausses consécutives en 2012 (+9 jours) et 2013 (+3 jours). Ils atteignent 95 jours en moyenne. Sans surprise, la hausse est plus importante pour le segment des appartements que pour celui des maisons (9 jours pour les appartements contre 2 jours seulement pour les maisons).

Si, dans l'ensemble, le marché fléchit, c'est qu'un certain nombre d'acheteurs vendeurs demeurent attentistes et sursoient à leurs projets. D'autres, en revanche, notamment quand il s'agit d'acquiescer plus grand, comprennent qu'en concédant une baisse de prix, ils en sont à leur tour bénéficiaires lors de leur achat, aidés, en outre, par des conditions bancaires exceptionnelles.

Les taux d'intérêt ne cessent en effet de diminuer. En 2012, avec 3,31 % ils affichaient déjà leur plus bas niveau depuis 1945. Leur repli s'est encore accentué depuis pour se situer désormais à 2,38 %, un niveau historiquement bas. La modicité de ces taux est capitale dans le soutien de l'activité immobilière.



Billets Invités! : Les faits marquants de 2014... écrivent l'avenir de 2015 !!



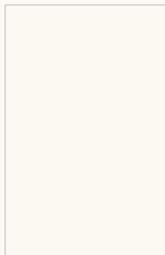
Certains parmi vous connaissent sans doute Cyrille qui est un chroniqueur régulier chez nos camarades et amis des Chroniques Agora. Voici un papier qu'il propose en exclusivité aux lecteurs du Contrarien Matin. Cyrille est un garçon qui, un peu comme moi, a du mal à rentrer dans les formats types de la presse du genre « votre article en 120

caractères »... Et je dois vous avouer que j'ai toujours un grand plaisir à lire ses papiers en dehors de toutes divergences ou convergences d'opinion.

Je suis donc particulièrement heureux de l'accueillir dans le Contrarien et c'est avec un grand plaisir que j'ai la possibilité aujourd'hui de faire découvrir Cyrille Jubert à toutes celles et ceux qui ne connaissent pas son travail.

Excellente lecture.

Charles SANNAT



Cyrille Jubert

Vendredi 2 janvier 2015

Il n'est pas inintéressant de regarder par-dessus son épaule pour voir quels ont été les faits marquants de cette année 2014.

- 1) Wall Street à son zénith historique
- 2) Une dette mondiale au plus haut
- 3) Mort du pétrodollar
- 4) Déstabilisation de la Russie et du Moyen-Orient
- 5) Des matières premières au plus bas
- 6) La Chine devient la puissance dominante
- 7) Un système bancaire sous respirateur artificiel
- 1) **Wall Street à son zénith historique**

Investisseurs et robots-traders ne se sont pas posés d'états d'âme depuis 3 ans. Le mot d'ordre était que WS était dans un marché haussier. Que les nouvelles économiques soient bonnes ou mauvaises, on devait conserver ses positions, en les allégeant au niveau de la résistance oblique pour mieux renforcer à chaque baisse. Chaque consolidation a donc été une opportunité d'acheter.

Notre source au cœur de Goldman Sachs nous avait bien annoncé l'été dernier des plus hauts qui semblaient totalement aberrants à l'horizon de fin septembre 2015, mais il avait aussi annoncé des trous d'air en bourse à la fin de l'année 2014 jusqu'en février 2015. Les consolidations ont été jusqu'ici très limitées, se contentant de venir toucher très brièvement le bas du canal hebdomadaire comme le 13 octobre dernier. Rien d'extraordinaire dans la baisse, alors que ce rallye de PermaBulls bat tous les records historiques de hausse sans jamais connaître plus de 3 jours de consolidation. Une anomalie de marché qui perdure.

Rachat de titres

Ce qui a été remarquable cette année dans la construction de cette hausse, c'est le fait que les entreprises cotées en bourse ont massivement emprunté, profitant des taux très bas, pour racheter leurs titres en bourse, alimentant cette hausse permanente.

(D'après nos informations, les entreprises européennes ont été encouragées à lever des capitaux par des obligations pour suivre cet exemple américain.)

Ce phénomène caractère dont j'ai déjà parlé, a été évoqué le 11 décembre par Albert Edwards sans son rapport de SG Cross Assets Research, où il souligne que l'accumulation de la dette des entreprises américaines croît désormais beaucoup plus vite que leur cash-flow pour toutes les entreprises du S&P1500 (hors financières). Cette analyse se vérifie également sur toutes les entreprises américaines.

Il souligne avec inquiétude que tout le secteur de l'énergie, qui a surinvesti ces dernières années, est aujourd'hui surendetté.

La baisse violente des cours du pétrole et du gaz a entraîné une vente massive de toutes les obligations de ce secteur. Information que l'on retrouve dans d'autres articles fin décembre, qui relèvent que tous les investisseurs étant passés short, plus personne n'achète, rendant ce marché totalement illiquide.

Albert Edwards cite des confrères qui comparent ce surendettement dans le secteur de l'énergie à celui du secteur des télécoms (et de l'Internet) qui a précédé l'effondrement de 2001.

Il faut néanmoins donner du temps au temps. La chute des prix du pétrole et du gaz depuis juin ne sera dévastatrice que si elle s'amplifie (comme l'anticipe Armstrong) et surtout si elle perdure plusieurs trimestres en 2015. Il est à noter que la chute a continué fin décembre et le premier janvier, du fait que des hedge funds, qui essayaient de jouer le rebond à l'avance, ont finalement lâché leurs positions longues fin décembre. Les cours ont désormais cassé les 53 \$ le baril.

La guerre monétaire profitant à WS

Pour Martin Armstrong, la chute du yen, qui devrait s'amplifier dans les mois qui viennent, et l'effondrement inévitable (pour cet europhobe convaincu) de la monnaie unique européenne ne peuvent qu'amener la finance internationale à venir se réfugier dans le dollar, entraînant un violent rallye haussier de cette monnaie et une hausse continue des indices américains jusqu'en septembre 2015. Ses programmes informatiques anticipent une hausse du DJ jusqu'à 40 000 contre 18 000 aujourd'hui... (Ce n'est qu'une citation d'un de ses nombreux articles et non pas une analyse personnelle.)

Pour abonder dans son sens, nous savons que les fonds de pension japonais, qui gèrent près d'un trillion de \$, ont depuis un an l'autorisation de s'investir dans les marchés actions étrangers.

On a également pu observer un fort désinvestissement sur les marchés des pays émergents, ce qui a participé à cette hausse constante des bourses américaines.

Les élections grecques pourraient affaiblir l'euro dans les mois qui viennent et amener là-aussi à une accélération de la hausse des indices américains au premier semestre 2015.

La sagesse de l'investisseur court et moyen terme est de suivre le marché car celui-ci a toujours raison. Profitez de la hausse du dollar et de la bourse américaine en investissant au prochain fléchissement. Profitez du vent portant en prévoyant de descendre du train mi ou fin-septembre 2015 puisque les augures annoncent une tempête boursière pour le dernier trimestre.

Il est important de noter qu'en Chine un raz-de-marée a déferlé au dernier trimestre dans l'ouverture de comptes titres pour spéculer en bourse et cela à crédit. C'est exactement ce qu'il s'était passé en 1929 avant le krach.

Du fait de toute l'épargne quittant les comptes d'épargne pour la bourse, les banques ont de sérieux problèmes de trésorerie aujourd'hui et offrent des cadeaux somptueux allant de la médaille en or à la Mercedes pour essayer de récupérer les fonds de l'épargnant chinois. [Lire les articles de Bloomberg et de Zerohedge.](#)

2) Une dette mondiale au plus haut

Les États-Unis ajoutent désormais 1 000 milliards de dollars de dettes chaque année et le Congrès a simplement supprimé le concept de « plafond de la dette » cette année.

Cette dette est passée de 60 % du PIB en 2008 à plus de 100 % en 2014.

Depuis janvier 2008, la dette publique américaine a doublé passant de 9 à 18 000 milliards de \$, alors qu'elle restait inférieure à 400 milliards avant 1971.

La révolution de ces 4 dernières années

Dans les années 70, les Banques constituant la Réserve Fédérale ne détenaient que 65 milliards de bons du Trésor américains.

Ce chiffre a augmenté très progressivement pendant les 40 années qui ont suivi pour atteindre en 2008 environ 500 milliards de \$.

C'est en 2010 que très brutalement la Réserve fédérale s'est mise à acheter pour 1 000 milliards de \$ de bons du Trésor sur un an, politique qui a repris depuis début 2013, la FED ayant acheté de nouveau pour 1 000 milliards de dollars entre janvier 2013 et juin 2014. La *Federal Reserve* a imprimé de la monnaie ex-nihilo pour financer une partie du déficit américain.

Comme la dette a augmenté de 9 000 milliards de \$ entre 2008 et 2014, que la FED n'en a acheté que 2 200 milliards et que la dette détenue à l'étranger n'a augmenté que de 3 500 Md\$, la dette américaine a été achetée à l'intérieur pour près de 3 000 milliards probablement par les fonds de pension et autres organismes qui ont pu être contraints à investir dans un produit ne rapportant strictement rien.

Ce phénomène se retrouve au Japon en 2014. Le gouvernement ayant autorisé les fonds de pension à investir dans les bourses à l'étranger et donc moins dans les obligations du gouvernement, les JGB, c'est la BoJ, qui va imprimer de la monnaie pour acheter les obligations du Trésor, amenant une désaffection de plus en plus patente des banquiers internationaux pour ce marché.

Alors que la dette publique américaine est à 18 000 milliards de \$ et la dette globale américaine (publique et privée) s'établit à 59 000 Md\$, la dette publique mondiale serait à 55 000 Md\$ d'après [The Economist](#) et la dette globale mondiale (publique et privée) de 150 000 Md\$ d'après [Armstrong](#).

Il est évident que la forte hausse du Dollar depuis juin 2014, qui est appelée à s'amplifier en 2015, ne peut que rendre insoutenable le poids de la dette pour tous ceux qui sont endettés en USD à l'extérieur des États-Unis. Chaque nouvelle hausse du dollar entraîne une hausse du coût de la dette. Comme en 1982, cette hausse du Dollar va entraîner une vague de défaut, une crise bancaire internationale et une renégociation des dettes.

Cela entraînera une négociation internationale genre « accords de Plaza », suivie de la dévaluation massive du dollar, événement attendu depuis 2008 par tous les Gold-Buggs, mais secrètement négociée depuis plus longtemps encore.

3) Mort du pétrodollar

C'est l'événement le plus important de l'année.

Il avait été anticipé par LEAP dès 2006 après l'annonce par l'Iran de la vente de pétrole ou de gaz dans une autre monnaie que le dollar. Il aura fallu 8 ans et de nouvelles guerres pétrolières pour que cette analyse géopolitique devienne réalité.

En 2009, la Chine réclamant une monnaie des échanges internationaux autre que le dollar, puis sa stratégie d'échange de mise en place de swaps monétaires avec ses principaux partenaires commerciaux pour ne plus échanger par le biais du dollar américain et enfin le lancement d'obligations en RMB sur les principaux marchés financiers a permis de lancer la **dédollarisation** à grande échelle.

La bêtise géopolitique américaine (**si elle n'est pas volontaire**) interdisant l'accès au système de clearing bancaire SWIFT aux banques iraniennes a permis le développement de trocs internationaux entre l'Inde et l'Iran, puis la Turquie et l'Iran où du gaz et du pétrole ont été échangés contre de l'or, ouvrant la voie vers un système autre, dans le sens indiqué par la Chine en mars 2009. Une rumeur insistante sur Internet prétend que la Russie aujourd'hui échange son pétrole et son gaz contre de l'or.

Nouvelle bêtise américaine (**qui là-aussi semble une gaffe voulue**) a été la sanction de Paribas (suivie par d'autres banques), écopant d'une très lourde amende pour avoir passé un contrat en USD avec un pays mis au ban de la société par Washington. Immédiatement, le gouverneur de la Banque de France puis Christophe de Marjorie, président de Total, vont plaider pour des échanges internationaux hors dollar. Un exemple qui sera très largement suivi à l'étranger.

Une volonté d'auto-destruction ?

[En janvier 2014](#), l'ancien chef économiste de la World Bank, qui est aujourd'hui conseiller du gouvernement chinois, jetait un pavé dans la mare en disant : « La domination du greenback (USD) est la source de toutes les crises économiques et financières (...) la solution est de remplacer cette monnaie nationale par une monnaie globale. » Il est important de rappeler qu'en [novembre 2008](#), le président de la World Bank lui-même avait stupéfié la sphère financière en proposant au G20 que l'or redevienne la référence monétaire internationale.

Un politicien américain disait que la défense du Dollar, en tant que monnaie de référence des échanges internationaux, coûtait trop cher aux contribuables américains.

Dès janvier 2013, lors d'une interview télévisée, un représentant du gouvernement Obama, à qui on demandait comment est-il possible d'améliorer la balance commerciale américaine s'il est interdit de baisser les salaires, répondait : « **Nous allons tuer le dollar.** »

Dans cette optique, les deux gaffes ci-dessus semblent relever de cette volonté... mais la suite également.

Le coup de canif final au contrat américain avec l'OPEP passé en 1972 et qui avait permis la création du pétrodollar, a été la déferlante du pétrole et du gaz de schiste américain. Les États-Unis, qui s'étaient engagés à réduire leur production d'hydrocarbure dans les années 70, sont devenus en 2014 des producteurs aussi importants que l'Arabie Saoudite, créant une suroffre alors même que la demande internationale fléchissait.

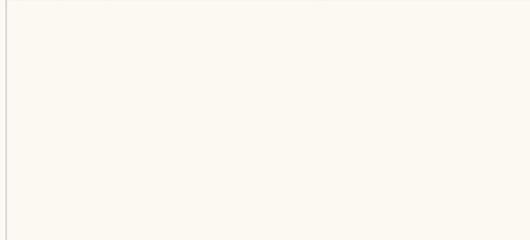
L'effondrement des cours du pétrole et du gaz marque la fin des accords monétaires qui ont permis la stabilité de l'Empire américain ces quarante dernières années.



La baisse des excédents budgétaires des pays de l'OPEP avait déjà tari la source des flux financiers du Golfe vers les banques de Londres et de New York, comme le montre cette étude de Paribas. La forte baisse des prix de l'énergie en 2014 va inverser ce flux et amener l'OPEP à désinvestir à l'étranger pour financer ses déficits budgétaires. Ce désinvestissement massif devrait amener une déferlante de déflation, dont il est difficile aujourd'hui de mesurer l'ampleur.

Le maître mot de 2015 pourrait être « **DELEVARAGING** » et une très forte baisse de tous les actifs les plus spéculatifs.

4) Géopolitique : déstabilisation du Moyen-Orient et de la Russie



Au Moyen-Orient, [John Kerry](#) est photographié en réunion avec quelques figures du terrorisme international, ex-Al Quaida, ex-forces de la liberté de Libye, ex-Syriens libres et futurs Grands Khalifes d'une ISIS, EIL et autres nébuleuses mercenaires créées de toute pièce par les stratèges de l'oligarchie financière israélo-anglo-américaine. Le but est de partitionner le Moyen-Orient entre factions religieuses, diviser pour mieux régner et pour cela créer des pôles permanents de tension afin de mieux contrôler les sources et les flux d'énergie de la planète.

Les guerres successives en Syrie n'ont pas d'autres objectifs que de mettre la main sur un territoire par lequel transitent les gazoducs et oléoducs du Golfe vers la Turquie et l'Europe, tout en espérant capter l'immense réserve de gaz de la Méditerranée orientale.

On retrouve un schéma parfaitement identique en Ukraine. Le pays a été le théâtre d'une nouvelle Révolution Orange, clairement organisée par les États-Unis, puisque la conversation téléphonique du Secrétaire d'État avec l'ambassadeur américain, où la première distribuait les rôles des polichinelles locaux, a [été publiée sur Internet](#). Le gouvernement mis en place par les États-Unis va permettre une guerre civile, où des armées de mercenaires de Academy (ex Xe) alliées aux milices de nazillons entraînées sur les bases de l'OTAN, vont mettre l'est de l'Ukraine russophone à feu et à sang, créant un nettoyage ethnique.

L'Ukraine est le passage obligé des gazoducs russes vers l'Europe, que les États-Unis cherchent à couper pour étrangler la Russie et mieux placer plus tard leur gaz liquéfié provenant du schiste.

L'Union Européenne, totalement asservie à Washington, va participer à cette étranglement de la Russie en interdisant la construction du gazoduc South Stream et en faisant pression sur les pays souhaitant l'accueillir en jouant d'une part des forces (d'occupation) de l'OTAN et d'autre part en cherchant à générer des bank runs, enfin en étouffant médiatiquement les opposants à cette politique, comme le hongrois [Viktor Orban](#). L'Ordre américain règne partout en Europe ([lire cet article](#)) où l'OTAN joue le rôle menaçant d'une armée d'occupation.

La Russie se contentera de prendre la Crimée, pour conserver ses bases navales vers les mers chaudes, sans engager directement ses armées pour libérer l'Est de l'Ukraine, même si elle facilitera l'entrée de personnels et de matériels pour contrer les mercenaires payés par l'Occident. La partie est loin d'être jouée, puisque les États-Unis ont mis en place dans l'Ukraine colonisée [des ministres issus directement du Département d'État de Washington](#) que l'UE fournit des armes. L'objectif étant de créer un foyer de déstabilisation permanente aux frontières de la Russie, préalable peut être à une « Révolution de Couleur » à Saint-Petersbourg ou à Moscou. Cette nouvelle « [Révolution de Palais](#) » pro-américaine est évoquée par Poutine dans ses derniers discours de l'année.

De nombreux analystes considèrent que la chute du prix du baril a été orchestrée pour générer des problèmes économiques à l'intérieur de la Russie, afin de semer un mécontentement populaire préalable à l'orchestration de cette « Révolution de Couleur ». Le conseiller de Poutine, Evgueny Fyodorov, en a parlé longuement dans plusieurs [vidéos](#) et [ici](#), considérant que cette baisse du baril ne pouvant durer longtemps, cela donne un timing pour le déclenchement de ce « putsch », qui arriverait au printemps 2015.

La Russie pour contrer l'opposition de l'UE à South Stream a passé un accord avec la Turquie, semant ainsi la zizanie au sein des membres de l'OTAN, jouant du plus périphérique et improbable de ses membres.

Par ailleurs, après les sanctions imposées par l'Amérique, fidèlement suivie par ses valets de l'Union européenne, la Russie a développé son propre système de clearing interbancaire, afin d'être totalement indépendant du système SWIFT sous la coupe de Washington. Le système russe de clearing pourra probablement être utilisé par ses partenaires stratégiques d'Eurasie et du Moyen-Orient, affaiblissant la main-mise occidentale sur les échanges financiers internationaux.

5) Matières premières

Nous avons très largement commenté la forte chute du pétrole ces dernières semaines. La chute n'a cessé de s'amplifier au fil des semaines. Alors que le baril flirtait avec les 100 \$ en juin, les cours ont chuté pour casser la résistance des 53 \$ ces derniers jours. Si les compagnies pétrolières américaines ont hedgé leur production pour une partie de 2015, les banques ayant assuré ces prix par le biais de produits dérivés perdent un peu plus d'argent tous les jours. Si les cours ne remontent pas rapidement au premier semestre, nous allons assister à une hécatombe dans le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis.

D'ores et déjà, les obligations High Yield liées au pétrole font l'objet d'une spéculation effrénée, qui va mettre à mal de nombreux investisseurs.

Le Gaz, dont on parle moins, a été l'objet de bulles spéculatives spectaculaires ces dernières années. Ces bulles chutent plus vite encore qu'elles ne montent, les

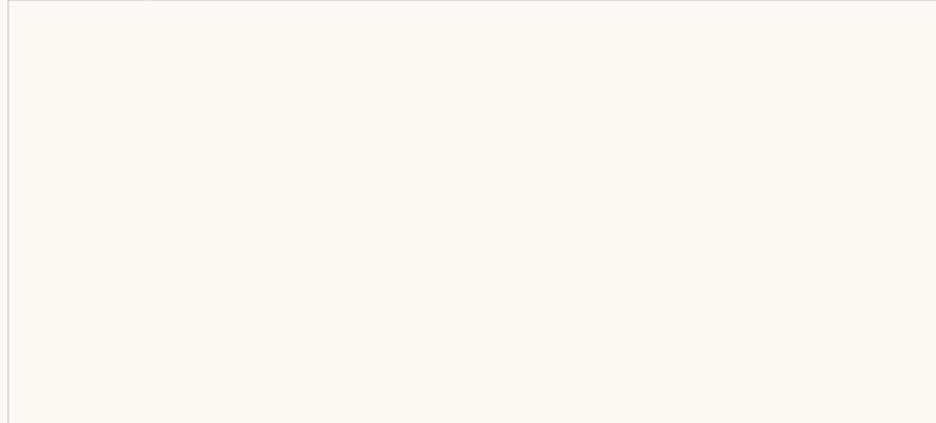
cours pouvant être multipliés par 2 ou 3 en quelques semaines pour dégonfler aussi brutalement. Différentes règles du CFTC ont été votées aux États-Unis pour essayer d'interdire aux banquiers de spéculer dans le secteur du gaz et de l'énergie, une loi qui ne visait pas que Goldman Sachs, le faiseur de bulles mais les 12 banques dominantes, qui manipulent les prix par le biais des CDS.

La loi Dodd-Frank votée en 2010 a pour but de casser ces manipulations et d'interdire aux banques de spéculer pour leur propre compte sur les matières premières.

Comme nous avons pu le constater au fil des ans, l'oligarchie financière américaine se bat pied à pied dans un combat d'arrière-garde pour retarder le moment où elles perdront une grande partie de leur pouvoir. Les CDS représentant globalement des quadrillions de dollars (des millions de milliards), les sommes en jeu autorisent toute la corruption que l'on peut imaginer à tous les échelons du pouvoir administratif, politique et judiciaire.

En mars 2014, le gaz s'était brièvement envolé à 8 \$. Il vient de casser le support des 3 \$ et se dirige vers le support majeur à 2 \$ qu'il pourrait même casser pour revenir au plancher absolu des années 1990.

Toutes les compagnies dans ce secteur vont être très durement touchées.



Gaz, pétrole, charbon, minerai de fer, les compagnies minières dans leur ensemble sont très durement touchées par la chute du prix des matières premières. Les prix sont aujourd'hui en dessous des coûts de production pour de très nombreuses sociétés, qui sont obligées de fermer les mines les moins rentables et de limiter leur production en tournant au ralenti. Néanmoins, la forte baisse du coût de l'énergie va donner un peu d'air aux minières en abaissant les coûts de production. Une déflation plus profonde des prix de toutes les matières premières est donc encore possible dans les mois à venir.

Le cuivre est à son prix plancher de ces 5 dernières années et les minières du secteur cherchent aussi à minimiser les pertes en réduisant la production. En réduisant la production de cuivre ou de plomb, c'est la production d'argent qui est profondément touchée. Or certains analystes ont publié ces dernières semaines que 2014 avait montré le retour d'un déficit de l'offre par rapport à la demande, l'éternel problème du marché du silver depuis près de 70 ans.

Ceci est un éternel cycle, où des prix élevés entraînent l'ouverture de nouvelles exploitations, qui amènent une surproduction. Celle-ci va peser sur les prix, entraînant la fermeture des unités les moins rentables et une restructuration du secteur. Très vite vient une phase de pénurie, qui induit une nouvelle hausse des prix... etc.

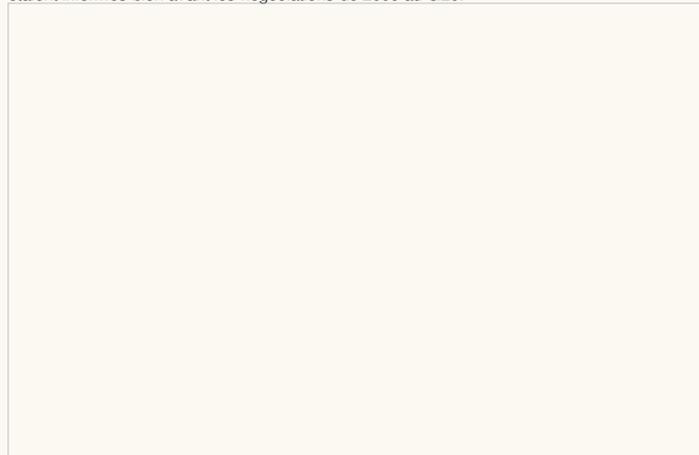
Ces cycles, d'après Gertrude Schirk, sont pour l'argent d'une durée de 5,58 ans, de 9,26 ans à l'intérieur de cycles plus longs de 15,36 et 31 ans. C'est ainsi que 31 ans après le pic de 1980 sur l'argent, vous avez eu la très forte hausse de 2011. Le prochain point haut devrait avoir lieu 5,58 et/ou 9,26 années plus tard. Ces points hauts seront intimement liés à la réforme monétaire en cours, négociée au G20 en 2010 qui a été bloquée par le Congrès américain jusqu'à aujourd'hui, comme le confirme cet [article explicite de Reuters](#).

Nous devons probablement passer par la case « chaos » avant de voir la renaissance du statut monétaire des métaux précieux.

Quoi qu'il en soit, si vous regardez l'or en euro, vous constaterez qu'il monte inexorablement, à petit pas ...

Mais comme il s'agit de ne pas éveiller les masses endormies, l'or monte doucement dans toutes les monnaies, sauf en USD... Et on ne parle jamais dans les médias dominants que de l'or en dollar.

Celui-là baissera très brutalement sans crier gare par une dévaluation du billet vert pourtant négociée depuis de nombreuses années... et dont les initiés de haut rang étaient informés bien avant les négociations de 2009 au G20.



L'or en euro est haussier.

Les cours sont restés bloqués par la résistance des 1 000 € touchée deux fois en mars puis début décembre. Si la moyenne mobile à 100 semaines a bloqué la hausse dans la dernière semaine de décembre, on trouve en soutien les MM20W 40W et 50W qui renvoient les cours plus haut.

Le RSI est en territoire positif au-dessus de 50 depuis le premier décembre. Il est soutenu par un support de tendance haussière depuis le mois de juin.

Le momentum est lui aussi en territoire positif depuis la dernière semaine de novembre.

Les cours se sont appuyés 3 fois sur le support long terme depuis décembre 2013, dont une fois en novembre et une fois début décembre.

La résistance des 1 000 € devrait lâcher dans les semaines à venir.

Malheureusement, cela signifiera une nette baisse de l'euro, due probablement aux craintes générées par les élections grecques, leur impact sur la dette, les banques et les décisions que prendra la BCE.

Comme vous le voyez-ci-dessous, **l'or en euro monte de 10 % par an**. Très discrètement, certes.

Si vous avez acheté en 2008, vous avez fait un excellent placement qui fera votre fortune au lendemain de cette crise.

Cette montée régulière est pour moi la preuve de l'application d'une stratégie globale, menant à une dévaluation générale des monnaies.

Évidemment, si l'or en euro monte, c'est que l'euro chute comme toutes les autres monnaies face au Dollar. Nous commençons l'année au plus bas depuis 2 ans avec la paire euro-dollar descendue à 1,19 \$.

Pour Martin Armstrong, l'Euro pourrait chuter vers 0,85... mais l'auto-proclamé «Prédicteur» n'est pas dans le secret de l'oligarchie et quoi qu'il en pense, il n'est pas infallible.

Nous irons probablement à la parité pour le Grand RESET, quand le dollar dévaluera brutalement contre les métaux précieux. Reste à savoir quand cela arrivera. Je reviendrai plus tard sur le sujet, ayant trouvé une analyse qui me semble très réaliste à ce sujet.

Mais je ne veux pas abuser plus de votre capacité d'attention, déjà mise à mal, n'est-ce pas ? 😊

6) La CHINE, première puissance économique mondiale

C'est évidemment le plus important événement de l'année, la Chine a été reconnue en 2014 comme la première économie mondiale devant les États-Unis et l'Union européenne. Ce calcul se fait en PPA, c'est-à-dire en parité de pouvoir d'achat. Cette année la Chine passe devant les USA avec 16,5 % de l'économie mondiale contre 16,3 % pour les États-Unis. L'écart devrait continuer à se creuser dans les années à venir.

En terme de PIB, les États-Unis restent à la première place avec 16 T\$ contre 9,5 T\$ pour la Chine.

C'est évidemment en grande partie du au dynamisme des industries chinoises à l'export, mais également au développement à marche forcée du marché intérieur durant ces dernières années. Le gouvernement chinois a travaillé à une hausse du niveau de vie des citoyens, ce qui a permis à la consommation intérieure de pallier le fléchissement de la demande en Occident. Le salaire minimum a connu une hausse moyenne de 13 % durant les 6 dernières années, alors que les salaires dans le privé en milieu urbain montaient de 17 à 19 %. Au final, ces salaires restent extrêmement faibles comparés à ceux de l'Occident, puisque le **salaire mensuel moyen en 2013 était de 300 € par mois**. Il est vrai que ce salaire mensuel moyen est fortement tiré vers le bas par les salaires dans la Chine rurale, qui ont très peu progressé ces dernières années.

Le potentiel de croissance du marché intérieur de l'empire du Milieu, comme celui de tous les pays émergents, est donc immense.

Le tableau ci-dessus montre la demande de pétrole des pays émergents (BRICS) en rouge par rapport à celle des États-Unis, de l'Europe et du Japon. Ces derniers sont en nette récession alors que les premiers sont en pleine expansion. Les émergents sont devenus de manière très nette les premiers clients des producteurs de pétrole. À ce titre, ils représentent une force politique qui peut peser sur les prix voire la politique de ses fournisseurs.

La Chine, l'Inde et le Brésil n'avaient aucun intérêt à maintenir le statu quo du pétrodollar. Pourquoi les pays émergents, devenus principaux clients dès 2005, auraient-ils dû continuer à payer une dîme systématique pour financer le déficit du Trésor Américain ? En effet, rappelez-vous qu'en 1972, Kissinger avait négocié avec l'OPEP un doublement du prix du baril, une partie de la différence de prix venant s'investir en bons du Trésor.

Le cartel des pétroles et celui des banques qui ont manipulé les prix durant 4 décennies et régné par une corruption systématique des politiques avec en soutien les forces armées occidentales, qui multiplient les guerres pour le contrôle de l'énergie, pourraient être au crépuscule de leur puissance.

L'arrestation du Nabab chinois du pétrole, [Zhou Yongkang](#) en est peut être l'un des symptômes. Cet homme avait réussi à se hisser dans un premier temps à la tête de la China National Petroleum Corporation, la principale compagnie chinoise de l'énergie, une matière première essentielle pour l'empire du Milieu. La CNPC gérait un flux de capitaux considérables et là-bas, comme ailleurs, les compagnies pétrolières sont un État dans l'État, au cœur de la géostratégie, de la diplomatie... et de la corruption.

En 2002, Zhou rejoint le premier cercle du pouvoir en devenant l'un des 25 membres du bureau politique du PCC. Il va devenir ministre de la Sécurité. Comme chacun le sait, cette fonction permet de constituer des dossiers sur tous les leaders politiques et économiques, afin d'avoir barre sur eux. Zhou était devenu riche à milliards, comme on disait du temps où ce chiffre voulait encore dire quelque chose. Mais il a été arrêté et son règne d'ogre affamé de chair fraîche se termine dans une geôle. Il

est accusé de corruption à très grande échelle, de trahison pour divulgation de secrets d'État. Pour LEAP, l'ère du tout pétrole touche à sa fin et c'est en soi un choc systémique redoutable.

Au niveau monétaire

Dans le domaine monétaire, cette accession de la Chine au niveau de Première Puissance Economique amène un autre bouleversement. Comme la souligné Christine Lagarde cette année, le siège du FMI de par ses statuts devrait être déplacé dans la capitale du pays dominant. Ce serait un choc terrible pour Washington, qui a usé et abusé de son statut de puissance dominante, utilisant le FMI et la World Bank pour mieux asservir par la dette tant ses alliés que les pays émergents. Aujourd'hui encore, le Congrès américain a refusé de contresigner les accords internationaux de 2010, qui donnent plus de voix à la Chine dans les décisions prises au FMI. Les États-Unis ont un droit de veto de fait, avec les 17 % de droit de vote au FMI. Ils ont bloqué ainsi l'évolution du panier du DTS, qui aurait dû inclure le RMB chinois et dit-on le rouble et une proportion de métaux précieux. Christine Lagarde, le [12 décembre](#), a laissé entendre que les États-Unis pourraient perdre ce droit de veto lors de la réunion prévue en janvier.

Par ailleurs, le poids de la Chine comme créancier du Trésor américain lui aurait permis d'influer sur la politique monétaire de la FED. Ce serait la Chine qui aurait mis le holà à la politique laxiste de la FED et mis fin aux QE.

On se rappellera que la Chine a acheté en janvier 2014 l'immeuble de Chase Manhattan Plaza, siège des Rockfellers et de leur banque, cette vente incluant les sous-sols où se situe la plus grande chambre forte privée du monde. Des souterrains communiqueraient directement avec les chambres fortes de la Federal Reserve de New York situés de l'autre côté de la place. Pour [Willem Middelkoop](#), auteur de « [The Big Reset](#) », cet achat stratégique montre que la Chine s'apprête à avoir un rôle majeur dans le nouveau système monétaire mondial, qui serait un mix du DTS et de l'étalon or.

Les autorités chinoises ont encouragé les citoyens à investir dans l'or et développé un marché de l'or physique, le SGE, et un marché des « futures » qui drainent depuis deux ans l'essentiel de la production minière mondiale et amènent une tension permanente des stocks sur le marché de Londres.

Le GOFI en territoire négatif une grande partie de l'année a mis en évidence la situation de pénurie à laquelle sont confrontées les Banques en charge de réguler ces marchés. Leur objectif aujourd'hui est de contenir la confiance (ou la défiance) dans les monnaies fiduciaires et dans le système, tant que le nouveau système monétaire n'est pas prêt à prendre le relais.

Dans cette perspective, la Chine a abattu un travail considérable ces deux dernières années pour internationaliser le yuan, en signant des accords de swaps avec la plupart des grandes capitales financières et avec chacun de ses partenaires économiques.

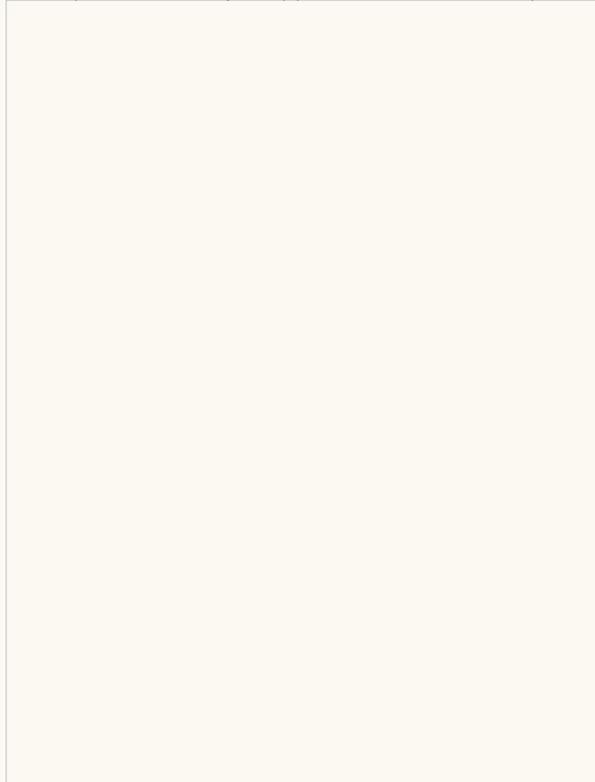
Il faut donner du temps au temps.

7) Le système bancaire sous respirateur artificiel

En 2007-2008, le système bancaire est mort. Le choc systémique des subprimes dû à la titrisation de produits hypothécaires pourris et la faillite de la Banque Lehman a mis en faillite le système. Il ne survit aujourd'hui en apparence (et en apparence seulement) que grâce aux injections massives des différentes banques centrales, qui rachètent à fonds perdus les dettes sans valeurs et les hypothèques pourries, qui gangrènent tout le tissu bancaire international.

Le marché des [produits dérivés](#) qui s'élève à 691 492 000 000 000 \$ montre le risque inhérent de la bulle hypertrophiée de la finance par rapport à l'économie réelle. La Deutsche Bank gère 55 600 milliards d'Euros en produits dérivés, soit 20 fois le PIB de l'Allemagne. Quelques banques, du fait de leur taille, peuvent provoquer un effondrement systémique, ce sont les TBTF (« Too Big To Fail »), qui profitent de leur statut pour se placer au-dessus des lois. 40 000 documents prouvaient la culpabilité de HSBC dans le blanchiment de l'argent de la drogue, mais la banque a été déclarée « Too Big To Jail ».

En fait, ces géants aux pieds d'argile peuvent chuter du fait de l'accumulation de faillites de petites banques comme le groupe portugais Espirito Santo ou les difficultés des Banques Autrichiennes ayant trop prêté à l'Est comme Raiffeisen pour n'en citer qu'une.



L'année 2015 devrait être marquée par la généralisation des Bail-in bancaires. Cette confiscation des fonds des déposants est désormais dans les lois de tous les pays occidentaux. Au G20 à Brisbane, l'oligarchie financière a poussé les gouvernements à limiter la garantie des déposants à 100 000 € par personne, alors que jusqu'à présent c'était par personne et par banque. Les fonds des déposants, en cas de faillite, passeront du passif de la banque à l'actif, les déposants quant à eux deviendront actionnaires involontaires d'une banque faillie. C'est l'un des volets les plus discrets de la Loi Macron.

Si tel était le cas, le système fiduciaire basé sur la confiance sera définitivement MORT.

Après avoir fait table rase d'un système, il nous faudra reconstruire et réinventer, en essayant de trouver un nouveau système politique moins corrompu par les lobbies économiques et financiers, plus proche de l'homme et de son tissu familial et social, mis à mal aujourd'hui.

Nous vivons une époque formidable et passionnante pour ceux qui ont les yeux ouverts. Comme vous avez anticipé les événements et que vous les avez assimilés, oubliez les peurs car vous devriez vous en sortir mieux que la moyenne.

Soyez dans l'allégresse et profitez de chaque instant intensément.

Carpe Diem



Idee & Point de vue : L'Europe par De Gaulle : "Quand on est couillonné, on dit : je suis couillonné et je fous le camp !"



C'est notre camarade contrarien Bruno qui a attiré mon attention sur ce dialogue entre Charles de Gaulle et Alain Peyrefitte parfaitement d'actualité au moment où les Allemands font bien comprendre que l'appartenance à la zone euro n'est pas irréversible et que la Commission européenne a diffusé un communiqué en expliquant que « l'euro

était irrévocable ».

Les traités sont faits pour être déchirés. Les accords pour être dénoncés ou renégociés, les protocoles pour être amendés et les alliances pour être brisées.

Croire une seule seconde que parce que les traités ne prévoient pas de clause de sortie de l'euro cela rendra « irrévocable » la monnaie unique c'est oublier tout simplement l'enseignement de plus de 6 000 ans d'histoire de l'humanité où les trahisons, les guerres, les paroles non tenues ont tout simplement façonné et jalonné notre évolution.

« - De Gaulle : Le Marché Commun, il n'y a en fait que deux ans qu'on a commencé à le réaliser. Or notre expansion industrielle remonte

à bien avant deux ans. L'expansion industrielle allemande, italienne, de même. Ceux qui racontent des histoires sur les bienfaits incomparables de l'intégration européenne sont des jean-foutre.

- Alain Peyrefitte : Le traité de Rome n'a rien prévu pour qu'un de ses membres le quitte.

- De Gaulle : C'est de la rigolade ! Vous avez déjà vu un grand pays s'engager à rester couillonné, sous prétexte qu'un traité n'a rien prévu pour le cas où il serait couillonné ? Non. Quand on est couillonné, on dit : « Je suis couillonné. Eh bien, voilà, je fous le camp ! » Ce sont des histoires de juristes et de diplomates, tout ça. »

Alain Peyrefitte, *C'était De Gaulle*, Fayard, tome 2, page 267.

Charles SANNAT

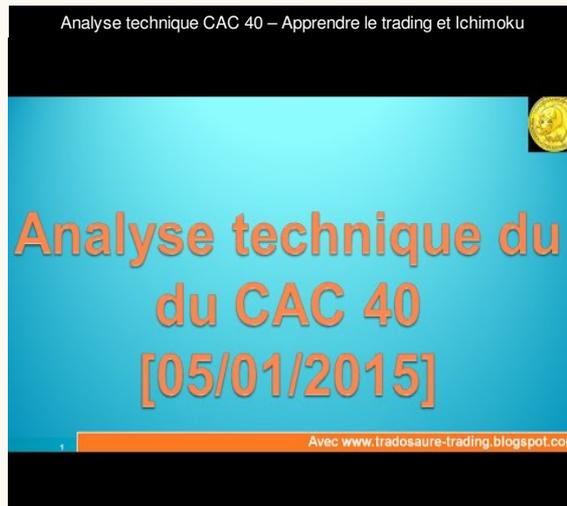


Video : L'analyse technique du Tradosaure!!



Voici la dernière analyse technique de notre ami Trado sur le CAC 40 fortement baissier suite aux dernières déclarations d'Angela Merkel.

Charles SANNAT



Video : Nicolas Doze : la Grèce va-t-elle être contrainte de quitter la zone euro ?



C'est « la polémique » de Nicolas Doze dans laquelle il est revenu sur les déclarations d'Angela Merkel ce week-end concernant une sortie de la Grèce de la zone euro en cas de victoire du parti radical de gauche Syriza.

Son point de vue est très intéressant notamment lorsqu'il explique qu'en Allemagne, la Grèce fait la « une » de toute la presse alors que sous nos latitudes, on évoque à peine les difficultés économiques de ce pays et les risques politiques majeurs que cela fait peser sur l'avenir même de la zone euro et plus largement sur notre conception de l'Europe.

Tout cela sera amené à évoluer fortement dans les mois et les années qui viennent.

Préparez-vous donc !

Charles SANNAT

[Nicolas Doze : La Grèce va-t-elle être... par BFM BUSINESS](#)

